

censés 151 services, départements et projets d'implantation. Il s'agit de l'enseignement dispensé comme de la structure des services.

Le répertoire et les fiches détaillées des centres et départements audiovisuels, regroupés par pays, par villes, par universités, comportent une série de renseignements précieux : adresse des services, nom des responsables, possibilités d'échanges de documents, possibilités de stages, etc.

Les aspects plus techniques (statuts, description des équipements, des productions, composition des équipes professionnelles, modes d'opération, programmes de cours, options choisies dans les autres universités) serviront aux planificateurs universitaires et gouvernementaux qui ont implanter un centre ou un département audio-visuel dans les institutions qui relèvent de leur compétence.

D.S.

Atlas de l'Afrique

Éditions M.D.I.

L'Atlas de l'Afrique entre dans une série de travaux effectués au laboratoire de cartographie de l'Université nationale du Rwanda par les chercheurs français de la Faculté des lettres (1).

L'Atlas de l'Afrique a été conçu en fonction des besoins pédagogiques africains : à l'heure actuelle aucun atlas ne présente une synthèse de l'histoire et de la géographie du continent. Nous avons tenté de combler cette lacune par une vision globale des phénomènes africains et en replaçant dans la mesure du possible l'Afrique dans le contexte mondial.

Il est bien entendu que l'étudiant mis en contact avec cet ouvrage, doit savoir lire une carte. On a voulu laisser à l'utilisateur de l'atlas, la possibilité de susciter un commentaire créatif

d'où : l'absence d'une notice qui pourrait être trop contraignante et nuire au libre exercice de la réflexion.

Un balancement a été tenté entre la géographie physique, support indispensable à toute connaissance tangible d'un paysage et d'un milieu, l'histoire des mondes africains, dans leurs spécificités et leur unité dans l'émergence des pays du tiers monde et la géographie humaine et économique, résultante et carrefour des deux lignes de forces mises en évidence plus haut, portant évidemment l'empreinte profonde de l'homme africain.

Atlas réduit sans doute, ne comportant que 30 planches, mais dont les thèmes ont été longuement réfléchis afin d'offrir au meilleur prix la plus vaste synthèse des connaissances sur l'Afrique. En effet, il est difficilement compréhensible de vouloir aider les pays du tiers monde dans l'approche de leurs réalités tout en leurs demandant pour cela des sommes considérables imposées par des ouvrages importants par leur volume, mais hélas ! aussi, parfois, par leurs lacunes.

L'Atlas historique et géographique de l'Afrique comporte les 30 planches suivantes : 1. L'Afrique dans le monde ; 2. Le relief ; 3. La géologie ; 4. Les sols ; 5. Les pluies ; 6. Les climats ; 7. La végétation ; 8. De la préhistoire à l'histoire ; 9. L'Afrique du Nord jusqu'au X^e siècle ; 10. L'Afrique du XI^e au XVI^e siècle ; 11. L'Afrique du XVII^e au XVIII^e siècle ; 12. La Traite des esclaves ; 13. L'Afrique politique au XIX^e siècle ; 14. L'Afrique européenne (période coloniale) ; 15. L'Afrique 1945-1970 ; 16. Les cultures ; 17. L'élevage ; 18. La pêche ; 19. Les ressources minières ; 20. Les industries ; 21. La population ; 22. La scolarisation ; 23. La santé (les équipements sanitaires) ; 24. Le niveau de vie ; 25. Les communications ; 26. Le commerce ; 27. Faune et tourisme ; 28. Les religions ; 29. Les principaux groupes linguistiques ; 30. L'Afrique indépendante (1^{er} juillet 1976) (*).

Ces 30 planches seront suivies pour les pays qui le désirent d'une partie régionale comportant de 12 à 22 cartes. A l'heure actuelle, 18 planches sur la République populaire du Congo sont en cours d'impression. Plusieurs autres pays sont prévus dans ce programme d'atlas nationaux.

(*) Cf. page 2 de couverture.

DOCU

Aupelf

Première conférence internationale des responsables de départements d'études françaises de la région du Pacifique Sud.

Cette réunion, qui se déroulera du 25 au 31 août 1978 à Nouméa, avec le concours de la Commission du Pacifique Sud et de l'Orstom, sera la première en terre francophone des responsables des études universitaires françaises dans la région du Pacifique Sud.

Elle devrait permettre :

- de procéder à une évaluation de la situation du français dans la région ;
- de favoriser les conditions d'une meilleure concertation entre les départements d'études françaises et l'amélioration de l'enseignement de cette discipline ;
- d'échanger des informations sur les récentes actions de coopération afin de favoriser leur développement entre les différents pays du Pacifique Sud.

Elle pourra éventuellement déboucher, selon la formule la mieux appropriée, sur la création à Nouméa d'une structure légère permanente facilitant l'organisation de stages linguistiques à l'intention des étudiants de la région, et la diffusion de l'information entre ces universités.

Au nombre des sujets qui seront abordés au cours des séances de travail, mentionnons :

- les perspectives actuelles offertes par l'enseignement du français, langue seconde ;
- la représentation de l'enseignement supérieur en Nouvelle-Calédonie ;
- la vie culturelle en Nouvelle-Calédonie ;
- Secrétariat d'État aux D.O.M.-T.O.M.,
- Ministère des Affaires étrangères,
- Ministère des Universités.

(1) C'est ainsi qu'a été réalisé le manuel de géographie du Rwanda (Sirven - Gotanègre - Prioul, Éditions de Bœck-Bruxelles), une carte murale de géographie (Gotanègre-Prioul-Sirven), quatre cartes murales historiques : le Rwanda pré-colonial (abbé Kagame), le Rwanda de 1896 à 1916 (Bernard Lugan), le Rwanda 1916-1953 (Pierre Sirven), L'Indépendance du Rwanda - Bernard Lugan).

Ces cartes ont été éditées par M.D.I., Saint-Germain-en-Laye. L'Atlas du Rwanda dirigé par Christian Prioul, Bernard Lugan et Pierre Sirven auquel ont participé tous les chercheurs travaillant sur le pays et qui sera édité en 1978.

MENTATION

– la coopération et le développement dans la région du Pacifique Sud.

Les séances de réflexion et de discussion porteront, d'autre part, sur :

Les orientations à prendre afin :

- de faciliter la diffusion de l'information entre les départements d'études françaises de la région ;

- de favoriser :

- le développement du français, envisagé comme moyen d'accès aux lettres et sciences humaines ainsi qu'aux sciences exactes et aux techniques ;

- l'évaluation des stages dits linguistiques en Nouvelle-Calédonie, qui comportera en particulier la présentation de rapports sur les stages à l'intention des étudiants des universités d'Australie et de Nouvelle-Zélande ;

- les perspectives offertes par la Nouvelle-Calédonie dans ce domaine particulier, en faisant référence à d'autres expériences similaires dans le monde, et aux choix méthodologiques à faire pour en tirer le meilleur profit.

Enfin, une quarantaine de participants sont attendus :

- les responsables des départements d'études françaises d'Australie, de Fidji et de la Nouvelle-Zélande ;

en qualité d'observateurs :

- des représentants des états et territoires de la région :

- Nauru,
- Nouvelles-Hébrides,
- Papouasie,
- Polynésie française,
- Samoa,
- Tonga,
- Wallis et Futuna ;

- des universitaires de la région ayant participé à des programmes de recherche à Nouméa ;

- les conseillers culturels français des pays de la région ;

- les représentants des ministères français intéressés :

assemblée générale et colloque « Financement de l'enseignement supérieur »

de l'Aupelf

Le colloque, organisé à l'occasion de la VI^e conférence triennale de l'assemblée générale qui se déroulera à l'Université de Bordeaux II les mercredi 29 et jeudi 30 novembre 1978, a pour thème : « Systèmes de financement de l'enseignement supérieur : dynamique et contraintes, la maîtrise des méthodes de financement dans le cadre d'une planification stratégique ; ses conséquences sur le rapport État-institutions et notamment sur l'autonomie des universités ».

Il a pour objet, grâce à une meilleure information et à une réflexion commune en profondeur, d'aider chaque université à se doter des moyens techniques d'améliorer la gestion, c'est-à-dire de gérer la crise.

L'information sur les systèmes et les méthodes existants dans les différents pays servira de base à une étude comparative qui précisera certaines orientations et servira le dialogue entre l'État et les institutions.

Le thème de cinq commissions de travail a été défini :

1. mécanismes institutionnelles d'allocation des ressources ;
2. formules et normes de financement ;
3. systèmes de gestion et de contrôle de l'utilisation des ressources ;
4. incidences des modes de financement sur la gestion financière ;
5. incidences des modes de financement sur la gestion de l'enseignement et de la recherche.

Rappelons que la préparation de ce colloque a été marquée par une réunion de travail entre l'Ocde et l'Aupelf, qui s'est déroulée en février dernier, et que la masse des documents recueillis à cette occasion sera produite, à Bordeaux, pour les fins de la discussion et de l'étude comparative.

création de centres

La rencontre de Bordeaux sur un thème important de l'actualité universitaire devrait contribuer à faciliter le dialogue entre les représentants des universités et les administrations.

centre d'études sur les relations entre le monde arabe et l'Afrique

Le Centre d'études sur les relations entre le monde arabe et l'Afrique (1), institué par le Conseil de l'Inalco le 10 mai 1978, se donne pour objectif les orientations suivantes :

- Collecte de documents et informations intéressant les rapports contemporains entre le monde arabe et l'Afrique.

- Analyse des documents recueillis, en vue de rendre compte de l'évolution contemporaine de ces relations, compte tenu de leur interférence avec d'autres rapports internationaux.

- Étude plus approfondie des processus panarabique et panislamique, sous leur aspect missionnaire et réformiste et des réactions des populations concernées.

- Organisation d'enseignements de recherche de 3^e cycle concernant les relations entre le monde arabe et l'Afrique.

- Diffusion des résultats de ses recherches, sous forme de cycles de conférences, de séminaires, de publications.

- Coopération avec les organismes et chercheurs français ou étrangers intéressés par ses recherches.

Il se compose d'enseignants et de chercheurs de l'Inalco, du CNRS ou d'institutions en relation étroite avec lui, tel le Centre des Hautes Études

(1) Son siège social est à l'Institut national des langues et civilisations orientales, 2, rue de Lille, 75007 Paris.

(2) Directeur : M. G. Nicolas, professeur de civilisation de l'Afrique à l'Inalco. Directeur-adjoint du Département Afrique. Directeur-adjoint : M. H. de La Bastide, professeur de civilisation du Maghreb à l'Inalco, président de l'Inalco. Secrétaire : M. M. Perret, chargé de cours d'Histoire et Géographie de l'Afrique Orientale à l'Inalco.

sur l'Afrique et l'Asie moderne (Fondation nationale des sciences politiques) (2).

centre d'études et de recherches sur les civilisations, littérature et langues d'expression française (Cerclef).

Il a été créé au sein de l'université Paris-Val-de-Marne, un département d'études et de recherches sur les civilisations, les littératures et les langues d'expression française (Cerclef) (1).

Ce centre a pour missions principales, en collaboration avec les Uer de l'université concernées :

- d'assurer l'enseignement des civilisations, des littératures et des langues d'expression française ;
- de promouvoir la recherche dans les mêmes domaines (niveaux de la maîtrise, du Dea, du 3^e cycle et du doctorat d'état) ;
- de participer à la formation et au recyclage d'enseignants se destinant à la coopération et à l'enseignement du français à l'étranger ;
- d'établir des relations avec les différents organismes français ou étrangers qui poursuivent des objectifs similaires ;
- d'apporter un appui pédagogique aux établissements de formation étrangers qui en feraient la demande, dans le cadre de conventions avec des universités ou institutions étrangères ;
- d'assurer l'accueil ou le recyclage d'enseignants étrangers ;
- d'assurer la formation accélérée et le perfectionnement, ainsi que l'encadrement pédagogique des étudiants étrangers entreprenant des études à l'université Paris-Val-de-Marne ;
- Dès l'entrée en activité du Cerclef, trois sections sont mises en place :
 - section africaine (Afrique noire et Maghreb) ; celle-ci fonctionnera dès le mois d'octobre 1978,
 - section canadienne,
 - section de la francophonie, par option.

Apefe

association pour la promotion des enseignants d'expression française avec l'Étranger Bruxelles (Belgique)

L'association a pour objet :

- de coopérer à l'étude, à l'organisation et au développement de tous les programmes d'enseignement et d'éducation à promouvoir dans les pays étrangers ;
- d'organiser ou de coordonner toutes les formes de transfert de connaissance de la Belgique vers l'étranger ou inversement ;
- de coordonner et encourager les initiatives des organismes qui poursuivent les mêmes objectifs.

Pour remplir cette mission l'association pourra entre autres :

- créer ses propres services d'étude et de documentation ou faire appel aux services existant dans certaines spécialités ;
- souscrire à toute convention en matière d'éducation avec une institution étrangère, une administration publique étrangère, un gouvernement étranger, un organisme international ou supranational ;
- conclure des contrats avec toute personne physique ou morale, de droit public ou privé, et notamment engager du personnel enseignant belge ou étranger à son compte ou pour compte de pays tiers ;
- organiser en Belgique des séminaires ou stages de formation pour les enseignants belges ou étrangers collaborant aux activités de l'association ;
- organiser dans les pays étrangers toutes missions s'inscrivant dans le cadre du développement de l'enseignement à tous les niveaux ;
- publier toute documentation sous forme d'ouvrages, de revues ou de périodiques se rapportant à son objet.

Le nombre des membres effectifs ne peut être inférieur à dix et supérieur à cinquante. Les trois cinquièmes d'entre eux, au moins, doivent être belges.

Annexe au *Moniteur belge* du 25 mars 1976, page 1289.

Colloque de Dijon

L'analyse économique, facteur de décision en technologie de l'éducation

19-23 juin 1978, Dijon, France

Ce colloque est la troisième phase d'un programme général coordonné par l'Unesco sur l'analyse économique des nouvelles technologies éducatives et des nouveaux média.

Une première réunion, qui s'est tenue à Paris en janvier 1976, a permis une première confrontation entre spécialistes sur la méthodologie de l'analyse coût-efficacité. Elle a donné lieu à la publication par l'Unesco d'un ouvrage : « Analyse économique des nouveaux moyens d'enseignement » qui reprend les conclusions du groupe, donne une importante bibliographie commentée et quelques exemples d'études de cas.

En mars 1977, à Washington, une deuxième réunion de spécialistes a poursuivi ces confrontations méthodologiques en tenant compte de l'expérience acquise.

Les études de cas s'étant multipliées, il est apparu nécessaire d'organiser une réunion de synthèse qui fait partie du programme approuvé par la 19^e Conférence générale de l'Unesco.

L'Unesco a confié l'organisation de ce colloque à la Commission nationale française pour l'Unesco, conjointement avec l'université de Dijon, plus particulièrement l'Institut de recherches sur l'économie de l'éducation de Dijon (Iredu) et le Conseil international des moyens d'enseignement.

Le but de ce colloque était d'enclencher un dialogue entre éducateurs, administrateurs, spécialistes de média et de systèmes de communication d'une part, et les économistes qui ont mis au point les instruments d'analyse d'autre part, sur les problèmes de mesure du coût-efficacité des technologies de l'éducation aux niveaux micro et macro-économiques (1).

(1) Pour tous renseignements, s'adresser à M. le professeur Robert Jouanny, Université Paris-Val-de-Marne, avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil.

Extrait de la Revue des sciences de l'éducation, vol. III, n° 9, 1977.

(1) Cf. article du journal « Le Monde » du 5 juillet 1978, Paris, France.

Il a regroupé 140 participants, économistes et pédagogues de 33 pays et de 9 organisations internationales.

Tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, les politiques de scolarisation à outrance dans des structures traditionnelles, se sont modifiées et les pouvoirs publics se sont tournés vers les moyens de communication de masse et vers les nouvelles technologies. On peut citer : la radio-éducative au Népal, l'enseignement primaire par la télévision en Côte-d'Ivoire, l'enseignement par radio et télévision au Mexique, le réseau de télévision éducative au Salvador, la télévision éducative dans l'Etat de Maranhao au Brésil etc... Toutefois, il est encore très difficile d'évaluer rigoureusement les coûts de ces opérations.

Les experts se sont cependant accordés sur un certain nombre de conclusions :

- Les coûts d'investissement et les coûts fixes des structures d'enseignement à distance sont plus élevés que ceux des établissements conventionnels, par contre, ceux de fonctionnement sont généralement plus bas.
- S'adressant à un public considérable, la radio, la télévision ou l'ordinateur sont beaucoup plus économiques que l'enseignement traditionnel et les coûts marginaux sont très faibles jusqu'à un nombre élevé d'élèves.
- La télévision est de trois à dix fois plus onéreuse que la radio, tandis que l'enseignement assisté par ordinateur est de dix à cinquante fois plus cher que la télévision.
- Il est extrêmement difficile de mesurer l'efficacité pédagogique des technologies modernes tant dans le domaine des processus d'acquisition des connaissances que des liens de causalité entre les composantes de l'acte pédagogique : attitude de l'enseignant, matière enseignée, méthodes pédagogiques.
- L'analyse macro-économique est tout aussi complexe à cause de l'extrême diversité des publics auxquels ces enseignements s'adressent.
- Il n'existe aucune méthode d'enseignement qui donne des résultats supérieurs à une autre dans tous les domaines.

M. Eicher, directeur de l'Iredu a dressé à la fin du colloque un bilan provisoire des différentes constatations :

Les systèmes d'enseignement à distance ont, dans l'enseignement supérieur, une efficacité plus grande que les autres : degré d'assimilation des connaissances, diplômes bien acceptés par les employeurs, indice de satisfaction des étudiants.

- Dans l'enseignement primaire, en particulier dans les pays en voie de développement, les résultats sont généralement bons quoiqu'inégaux.
- Si l'on veut faire appel à une technologie éducative nouvelle, il faut outre l'analyse économique, réfléchir aux conséquences sociales ou politiques que son introduction entraîne. Alphabétiser massivement des populations en un laps de temps relativement court peut, par exemple, drainer celles-ci vers les villes et entraîner de graves déséquilibres dans le pays considéré.

cinéma

Paris

Une semaine du cinéma africain s'est déroulée à Paris au cinéma Ranelagh du 21 au 27 juin 1978. Elle a été organisée sous les auspices de l'Adeac, Association pour le Développement des Echanges Artistiques et Culturels (1).

Dans le cadre de cette manifestation, on pouvait également assister à :

- une exposition sur un an d'art africain en France, comportant huit toiles d'artistes-peintres africains résidant en France ;
- une exposition d'œuvres photographiques de Michel Renaudeau « Visages du Sénégal » ;
- des concerts donnés chaque jour avant le film par des artistes musiciens africains.

On y a vu se succéder courts et longs métrages. Parmi ces derniers, ont été notamment projetés : **Bako** de Jacques Champreux, **Le nouveau venu** de Richard de Medeiros, **Toula ou le**

génie des eaux de Mustapha Alasane, **N'Djangaan** de Johnson Mahama Traore, **Baara** de Souleymane Cisse, **Le destin** de Diambéré Sèga Coulibaly, **Tiyabu-Biru** de Moussa Bathily.

Dakar

Une semaine franco-africaine du cinéma s'est déroulée du 11 au 18 avril au Théâtre Daniel-Sorano, sous les auspices du Service culturel de l'Ambassade de France, avec le concours du ministère sénégalais de la Culture. Le succès en a été considérable. Dix-huit titres ont été programmés dans quatre salles, totalisant 47 représentations et 30 000 entrées. Le président de la République et Mme Senghor ont assisté à la première représentation en soirée de gala. L'idée originale était de faire passer, à égalité, films africains et films français. C'était la première fois que le public dakarois avait l'occasion de voir autant de films non sénégalais. Une sorte de prise de conscience en a résulté, et l'opinion générale a accepté les choix et l'organisation de cette manifestation.

revues

Bilan et perspectives de la francophonie dans le monde

Nous tenons à attirer l'attention de nos lecteurs sur le numéro spécial de la « **Revue des parlementaires de langue française** », n° 30, décembre 1977, 174 p., ill., fotogr.

Introduction :

La francophonie dans le monde et ses grandes orientations.

1 - Questions linguistiques et culturelles.

2 - La rencontre des cultures dans la francophonie.

3 - La francophonie dans le cadre des relations de coopération entre les états d'expression française.

4 - La Francophonie dans ses relations internationales.

Conclusion

Perspectives de la francophonie.

(1) 192, rue Lecourbe, 75015 Paris.

Cahiers de littérature orale.

Œuvre de populations sans écriture, ou tradition perpétuée à côté d'une littérature écrite, la *littérature orale* a été trop souvent considérée comme « genre inférieur » et, par-là, négligée. Mais on la trouve partout, si l'on sait chercher, et elle pose des problèmes spécifiques qui intéressent l'anthropologie, la sociologie, la linguistique, l'histoire...

Le besoin s'est fait sentir d'une *publication* qui rassemble des études (analyses, mais non collections de textes) de spécialistes, sans limitation de région ou d'époque. C'est ainsi que sont nés, au sein d'un groupe de recherche, les *Cahiers de Littérature orale*, CLO. (1).

Chaque cahier (deux par an) comporte des études, des discussions des articles précédents, des comptes rendus, des informations.

Sommaires

1977

E. Meletinski : **Principes sémantiques d'un nouvel index des motifs et des sujets.**

C. Brémont : **Postérité soviétique de Propp (1^{re} partie).**

D. Paulme : **Le puits des animaux, ou La main prise.**

J. Dournes : **Un amour de serpent.**

Discussions, comptes rendus, informations.

1977

A. Popova : **Ni chair ni poisson, Tryphon le coupé.**

G. Lewis : **An art of memory among the Gnu.**

M. Carrin-Bouez : **L'ascension des filandres.**

C. Brémont : **Postérité soviétique de Propp (suite et fin).**

Discussions, comptes rendus, informations.

1978 (au sommaire) :

Y. Verdier : **Grands-mères, si vous saviez...**

S. Lallemand : **Les pudeurs du traducteur.**

B. Oguibenine : **Entre l'oral et l'écrit : le Rig-Véda.**

L. Birgu-Georgescu : **Un conteur d'une communauté rurale en Roumanie.**

P. Galand-Pernet : **Signaux symboliques dans les contes du Maghreb**

Cilf

Un nouveau titre vient de paraître chez Edicef. Il s'agit de **Chansons et proverbes lingala**. Cet ouvrage est le troisième de la collection bilingue, les deux premiers étant : **Contes du pays des rivières** et **Wanto et l'origine des choses**, publiés en collaboration avec le laboratoire des Langues et Civilisations à tradition orale (LP3 121 du C.n.r.s.).

(1) P.O.F. (pour CLO), 2, rue de Lille, 75007 Paris. Le numéro, 180 pages environ, 28 F. Abonnement à deux numéros, 52 F.

LINGUISTIQUE

Problématiques du bilinguisme et du plurilinguisme au Zaïre : héritage colonial et situation actuelle

« Si la plupart des pays du monde ont à légiférer sur les problèmes de langue, c'est surtout dans les pays bilingues et multilingues que la question se pose de la façon la plus cruciale » (1).

Au Zaïre, aborder les écueils du bilinguisme et du plurilinguisme sous leur aspect socio-politique, pédagogique ou purement linguistique n'est pas un fait totalement nouveau. Ainsi, la problématique d'une langue officielle et celle d'une langue unique de scolarisation, objet de la présente étude, constituent manifestement deux retombées du bi-multilinguisme qui ne cessent d'alimenter la presse, les déclarations officielles ou privées, les conférences, les séminaires scientifiques et divers propos portant sur la situation linguistique du Zaïre. Ces thèmes dont les prémisses remontent au XVII^e siècle (2) ont donné lieu à toute une escalade verbale souvent inutile.

Nous voulons présenter de manière rapide (3) un état présent de deux problématiques du bilinguisme et du plurilinguisme au Zaïre, cerner les principales tendances et les solutions suggérées jusqu'alors. Le but poursuivi ici est donc de fournir aux chercheurs, et parmi eux, à ceux qui peinent en première ligne ou qui, à l'arrière plan, comparent les résultats déjà acquis et combinent les nouvelles enquêtes à entreprendre, un canevas de consultation, une piste de ré-

flexion pour mieux avertir l'opinion politique dans ses efforts de remédier à la dépendance linguistique du Zaïre. En clair, cet article s'inscrit bien dans le thème général de la IV^e session du Ciaf (Kinshasa du 12 au 16 décembre 1978), thème libellé en ces termes : « **La dépendance de l'Afrique et les moyens d'y remédier** ».

La présente étude se fonde sur des textes écrits, depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, tant par des nationaux que par des étrangers, abstraction faite de leurs spécialités scientifiques et de leur rang social. La documentation rassemblée pour l'élaboration de cette étude paraît de prime abord complexe et variée; elle comprend deux séries de documents :

- La première, datant d'avant 1960, comprend des revues parues au Zaïre ou à l'étranger. Ces revues avaient acquis leur célébrité pour avoir publié de nombreuses études variées portant sur l'Afrique en général et sur le Zaïre en particulier. Il s'agit entre autres de **Aequatoria, Africa, Arsb/Bulletin des séances, Band, Cepsi** (aujourd'hui **Cepse**), **Congo, Courrier d'Afrique, Ircb/Bulletin des séances, Lovania, nouvelle Revue, Présence africaine, Problème d'Afrique centrale, l'Avenir colonial, Vie et Langage, Zaïre, etc.**

- La deuxième série, très récente et portant exclusivement sur le Zaïre, comprend des publications universitaires à orientation définie et des quotidiens de la place. En exemple, on retiendra : **Cahiers économiques et sociaux, Cahiers congolais (Cahiers zaïrois), Cahiers d'études africaines, Congo-Afrique (Zaïre-Afrique), Documents pour l'action, La voix**

(1) FAKI S. : Est-il possible de mesurer les chances d'une politique linguistique en pays multilingue ? Communication au Séminaire international sur *Langages Éducation en Afrique*, Kinshasa, 13-15 décembre 1976, p. 1.

(2) DELANAYE P. : « Position des missions congolaises » in *Aequatoria*, XVIII^e année, n° 3, 1955, pp. 91-95.

(3) MUDIMBE V.Y. : Allocution de clôture du Colloque interafricain sur les langues et la culture africaine Lubumbashi, 4-6 novembre 1976, p. 2.